

[Traduction]

LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE RÉGIONAL DE DISTRIBUTION

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, le gouvernement disait le mois dernier qu'il ne fermerait pas ces bureaux de poste.

Mme Copps: Exactement!

Des voix: Pas du tout!

M. Boudria: Nous verrons si vous trouvez encore cela drôle lorsque vous perdrez le pouvoir pour avoir fermé des bureaux de poste.

M. le Président: Le député ne reçoit pas beaucoup d'aide de ses collègues.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je vise ses collègues des deux côtés de la Chambre. Le député voudrait-il poser sa question.

M. MacLellan: Une fois de plus, monsieur le Président, il est intéressant de voir que les conservateurs trouvent cela drôle.

Travaux publics Canada a confirmé que ce bureau de poste doit être déménagé d'ici février 1989 et qu'un nouveau centre de distribution serait en place avant cette date.

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Si ce n'est pas que l'on envisage la privatisation de tous les bureaux de poste du Cap-Breton, pourquoi construit-on un centre de distribution pour la région?

[Français]

Mme Lise Bourgault (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, encore une fois, il est à se demander pourquoi les députés de l'opposition continuent à vouloir que le gouvernement interviene dans les décisions administratives des Postes.

Monsieur le Président, je peux assurer les gens de The Sydneys et de la circonscription du député que, contrairement à ses affirmations, nous ne fermons pas le bureau de poste. C'est complètement faux d'affirmer cela.

La Société canadienne des postes a transféré le service à l'entreprise privée qui va offrir aux résidents un meilleur service, des heures accrues, et je suis certaine encore une fois que les résidents s'en déclareront complètement satisfaits.

J'aimerais que le député, dans les mois qui viennent, revienne, monsieur le Président, pour corriger ses informations.

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais revenir à l'accord commercial. La plupart des habitants de ma nouvelle circonscription de Port Moody—Coquitlam . . .

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

● (1450)

M. le Président: Le désir engendre la pensée. Le député est prié de poser sa question.

M. Waddell: Nous les Écossais sommes optimistes, monsieur le Président.

La plupart des habitants de cette banlieue de Vancouver se rendent au travail en voiture. Ils ont donc besoin d'un approvisionnement en pétrole sûr à des prix raisonnables. Je voudrais poser une question en leur nom au vice-premier ministre. Est-ce que cet accord commercial avec les États-Unis signifie que le gouvernement fédéral ne pourra plus jamais promulguer de Programme énergétique national . . .

Des voix: Bravo!

M. Waddell: . . . signifie-t-il qu'en période de crise énergétique l'essence se vendra à des prix inférieurs à ceux du marché? Autrement dit, une fois l'accord ratifié, le gouvernement fédéral pourrait-il promulguer une loi qui maintiendrait les prix canadiens au-dessous des prix américains?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je regrette que le député n'ait pas assisté à la réunion du comité tenue hier parce que le sous-ministre de l'Énergie a très bien expliqué où se situe l'énergie dans l'accord de libre-échange.

Soit dit en passant, votre nouvelle circonscription ne verra le jour que demain.

Une voix: Elle ne lui appartient pas encore.

M. le Président: Le secrétaire parlementaire pourrait peut-être finir de répondre à la question.

M. McDermid: Comme le sous-ministre l'a expliqué hier soir, la réponse est oui. C'est difficile mais on pourrait le faire.

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, l'ancienne ministre du Commerce international a dit tout à fait le contraire, soit qu'il ne pourrait plus y avoir de programmes énergétiques nationaux.

M. McDermid: Ce n'était pas là la question.